Comité de Genevilliers poid.cd.hautsdeseine@gmail.com Des candidats

POUR LA RUPTURE

avec l'Union européenne et la V^e République Pour défendre le code du Travail

Abrogation de la loi El Khomri Pour la défense des services publics



Candidate
Corinne JAN
Enseignante retraitée

Suppléant **Tristan BÉAL** Enseignant

Nos enfants auront-ils encore droit à une instruction délivrée par des enseignants diplômés et fonctionnaires d'État protégés contre toute pression (locale, économique, sociale, religieuse) ?



Pour répondre à cela, nous vous proposons de construire ensemble un parti ouvrier qui combat pour l'unité, car rien n'est irréversible! Nous devons nous retrouver ensemble pour bloquer la politique du gouvernement Macron.

- J'ai enseigné aux enfants de Gennevilliers pendant 26 ans, en tant qu'enseignante, puis directrice d'école à partir de 2005, J'ai toujours eu à cœur de leur donner le meilleur. C'est pourquoi j'ai participé, comme militante syndicaliste, à toutes les mobilisations pour la défense de l'école :
- contre la mesure du gouvernement qui a supprimé deux heures de cours et a conduit à une baisse du niveau d'instruction.
- quand leurs maigres moyens ont été retirés aux écoles sorties de l'Education prioritaire,
- contre la réforme des rythmes scolaires Peillon-Hamon qui désorganise l'école, et que les enseignants, leurs élèves et les parents subissent chaque jour.

CETTE RÉFORME DOIT ÊTRE ABROGÉE!

- Avec Tristan Béal, enseignant lui aussi, nous sommes pour que les enfants de nos cités bénéficient d'un même droit à l'instruction!
- Or depuis Sarkozy, les nouveaux enseignants du primaire sont mis directement devant les élèves, sans une sérieuse formation.
- Quant aux remplacements, ils ne sont plus assurés.

AINSI, À GENNEVILLIERS, DEPUIS SEPTEMBRE:

Dans les écoles : Anatole France, 51 jours de classe n'ont pas été assurés ; Aubrac, presque 140 jours ; Langevin B, 48 jours ; Joliot-Curie maternelle, 65 jours ; Diderot maternelle, 60 jours ; Diderot B et Caillebotte élémentaire, 18 jours... Et c'est pareil dans tout le département des Hauts-de-Seine. Le Directeur académique a déjà indiqué que pour l'année sco-

laire 2017-2018, cela ne sera pas mieux. Alors, ce sont des demandeurs d'emplois précaires et inexpérimentés qui sont envoyés dans les classes : 100 en 2016, déjà 150 en 2017.

NOS ÉCOLES SONT TRANSFORMÉES EN GARDERIES!

Il faut rétablir une même école, avec les mêmes programmes, pour que nos jeunes aient un avenir décent et ne soient plus des proies pour les trafiquants en tout genre!

Les gouvernements de la V^e République prétendument laïques ont promulgué des lois permettant de financer les écoles privées avec l'argent public. Pourquoi tous les citoyens devraientils payer, et cela aux détriments de l'école pour tous et de tous ?

Tout cela parce que ceux qui nous gouvernent veulent en finir avec le Code du travail, en finir avec l'école, pour créer des travailleurs bons marchés et peu qualifiés. La seule issue qu'ils proposent aux jeunes des cités ouvrières, c'est la précarité ou s'engager dans l'armée!

Travailleurs, jeunes, militants, chômeurs, parents, je m'adresse à vous pour construire ensemble un parti ouvrier qui combattra pour :

- DES CRÉDITS POUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET PAS POUR LA GUERRE!
- L'ABROGATION DES LOIS ANTI-LAÏQUES ET LA DÉ-FENSE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE.
- L'ABROGATION DE LA LOI TRAVAIL!
- LA DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DES CENTRES DE SOINS (HÔPITAUX, MATERNITÉS, PMI, ...)!

Regroupons-nous dans un authentique parti ouvrier avec tous ceux qui sont sincèrement attachés à la défense des intérêts de la population ouvrière, pour la démocratie!

Que propose le Parti ouvrier indépendant démocratique ?

- Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la Ve République et l'Union européenne :
- bloquera les licenciements ;
- rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière :
- renationalisera les entreprises publiques privatisées ;
- rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés;
- permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire;
- abrogera les contre-réformes El Khomri, Touraine, NOTRe, etc.
- À la Ve République, régime antidémocratique avec son état d'urgence, son 49-3, ses ordonnances, nous opposons la nécessité de convoquer l'Assemblée constituante souveraine de délégués élus, mandatés, révocables qui établira une authentique République démocratique dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.
- À l'Union européenne, machine à tout détruire au service des banquiers et des spéculateurs, nous opposons la nécessité d'abroger les traités, de jeter les bases d'une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe, se débarrassant du fardeau de la dette imposée par la classe capitaliste (qui n'est pas celle des peuples), des directives et des traités.

- À la volonté du gouvernement Macron d'intégrer les organisations syndicales à ses plans destructeurs, nous opposons la défense de l'indépendance des organisations syndicales.
- À la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent et l'affectation du budget de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du *Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI*).
- À la coalition des exploiteurs, des patrons et des gouvernants à leur service, nous opposons l'urgence de forger le front commun des travailleurs et de leurs organisations sur la base des revendications ouvrières, unis dans la mobilisation de classe pour faire reculer le gouvernement.
- Àtous les discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général », nous opposons la lutte de classe, car la lutte de classe, c'est la démocratie, le droit imprescriptible pour les exploités, les opprimés de s'organiser par eux-mêmes, avec leurs propres organisations sur leur propre terrain, pour défendre leurs droits et leurs garanties.
- À tous ceux qui vous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats, il suffit qu'il y ait des « mouvements » représentant toute la société, nous opposons la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.

Voilà pourquoi, pour le gouvernement ouvrier, pour la démocratie, pour la République, pour le socialisme, nous sommes engagés dans la construction d'un parti ouvrier.

Rejoignez-nous!

